



**Contribution de Marc Aicardi de Saint-Paul, Président (h), 5<sup>e</sup> section – ASOM**

**Séance 6 : « Les Proche et Moyen-Orient, l’Islam et l’Afrique »**

**« Le « Middle East » et l’Afrique dans un contexte international incertain »**

**Vendredi 12 juin 2026**

La seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle a connu des bouleversements géopolitiques caractérisés par l’affrontement de deux blocs, ainsi que par le délitement des anciens empires coloniaux. Pendant des décennies, les pays africains ont continué à dépendre de leurs anciens tuteurs et de leurs nouveaux protecteurs, majoritairement communistes. L’effondrement de l’URSS, le phénomène de la mondialisation et l’émergence de nouvelles puissances ont conduit à une diversification généralisée des partenaires. Les pays du Golfe, qui sont montés en puissance depuis une trentaine d’années, grâce à la richesse de leur sous-sol et à une gestion efficace de leurs ressources, ont eux aussi pris part à cette nouvelle « Course à l’Afrique ».

Par commodité de langage, nous emploierons le terme de « Middle East » pour baliser le périmètre de cette étude, qui englobe à la fois les Proche et Moyen-Orient. Les pays de cette zone cherchent, comme leurs concurrents, à s’attirer les bonnes grâces des Africains dans les forums internationaux, avec toutefois des caractéristiques propres : proximité géographique, religion musulmane pour la plupart d’entre eux, ou encore diversification de leurs partenaires. Le Middle East est une région composée de pays non arabes, de pays arabes, d’anciens empires, de religion majoritairement musulmane, à part Israël. Cet univers s’est complexifié avec la contestation de la prééminence mondiale des Occidentaux et l’émergence d’un « Sud global ».

Nous envisagerons les relations de ces États avec l’Afrique, en nous consacrant successivement aux pays non arabes, Turquie, Iran et Israël, puis aux principaux membres du Conseil Économique de Coopération du Golfe.

**D) La première partie de ma communication portera sur les pays non arabes qui sont divers, avec des agendas propres.**

**A/ Tout d'abord, La Turquie**

Elle entretient des relations anciennes avec le continent africain non seulement au Maghreb Machrek, mais intervient aussi en Somalie et au Soudan. Après une éclipse au XXe siècle, la Turquie est réapparue en Afrique surtout depuis la Présidence Erdogan. Pour ce faire, elle s'est dotée d'une stratégie tous azimuts depuis le refus de sa demande d'adhésion à l'UE en 1997.

Décrivant son pays comme une nation « afro-eurasienne », Erdogan propose aux Africains une troisième voie. Elle serait une alternative plus neutre à ses concurrents, tout en appartenant à l'OTAN et en adhérant aux BRICS. Nostalgique de l'Empire ottoman, elle privilégie les liens avec des régimes autoritaires et musulmans et milite à l'ONU pour la réforme du Conseil de sécurité.

Grâce à ses relations africaines, la Turquie tente de contrer ses compétiteurs régionaux que sont l'Égypte, l'Iran, Israël et les pays du Golfe et elle se donne les moyens de ses ambitions, sur le plan diplomatique tout d'abord. Le Président Erdogan a effectué une quarantaine de visites sur le continent ; il a lancé l'année de l'Afrique en 2005 puis, en 2008, le « partenariat stratégique » avec l'Union Africaine, en tant qu'observateur ; il multiplie les ambassades, et la Turquie en est à son 3<sup>e</sup> sommet Turquie Afrique depuis 2021.

La Turquie combine économie et influence, Grâce à l'essor de son industrie d'armement et à sa coopération militaire avec une quinzaine de pays africains. Cette notoriété lui a d'ailleurs permis d'implanter une base militaire à Mogadiscio en Somalie. La Turquie œuvre également dans le BTP, l'aérien avec Turkish Airlines et la construction d'aéroports. Enfin, elle projette un « soft power engagé », avec des outils d'influence sociale et culturelle.

Ce travail de longue haleine semble séduire les Africains, dont les représentations diplomatiques en Turquie ont plus que triplé en quelques années.

**B/ L'IRAN** quant à elle a eu de longue date, des relations avec la côte Est de l'Afrique, en particulier avec la Somalie, la Tanzanie et le Mozambique.

Pendant le règne du chah Pahlavi, l'Iran avait opté pour le camp occidental ; ce qui l'amena à nouer des relations avec les États « modérés » du continent et même avec l'Afrique du Sud blanche, notamment dans le domaine nucléaire, et de son approvisionnement en pétrole.

La révolution islamique de 1979 conduisit à l'élaboration d'une politique africaine d'envergure, alimentée par la nécessité de rompre son isolement, consistant à exporter son modèle révolutionnaire, par le biais de l'islam, et en particulier le chiisme. Celle-ci se manifeste dans une pluralité de domaines : diplomatique tout d'abord.

L'Iran s'est positionné comme un farouche adversaire de l'Occident, d'autant plus qu'il est désormais membre des BRICS, et fait partie de la nébuleuse du « Sud Global ». Son positionnement comme initiateur de « l'axe de la résistance à Israël et aux États-Unis » a également rencontré un certain écho parmi les pays africains musulmans et souverainistes.

De nombreuses visites croisées de hauts dirigeants iraniens et africains et des sommets Iran / Afrique, se sont traduits par des accords bilatéraux dans plusieurs domaines :

Économique, stratégique et militaire, avec des partenariats commerciaux et des investissements, amplifiés par la tenue de Conférences de coopération économique Iran - Afrique ; ce qui lui permet de contourner les sanctions en livrant des drones, et en sécurisant ses approvisionnements en uranium.

L'Iran veut également contrer les pays arabes, en particulier ceux du Golfe, qui le concurrencent, grâce à leur poids financier et à leur obédience sunnite. En plus des canaux traditionnels, l'Iran s'appuie sur des réseaux d'influence non étatiques et en particulier sur la communauté chiite.

D'une façon générale, nous pouvons qualifier la politique de l'Iran en Afrique d'opportuniste, car elle profite de l'instabilité de certaines zones, comme l'Afrique de l'Ouest ou la Corne de l'Afrique, pour s'y implanter.

### **C/ Pour sa part, ISRAËL se considère comme une forteresse assiégée.**

Depuis 1948, l'État hébreu a entretenu avec l'Afrique, des relations à éclipses, contrariées par les conflits avec ses voisins et les Palestiniens. Sa survie étant sa motivation principale, elle le conduit à allumer en permanence des contrefeux, et à développer une politique étrangère opportuniste.

Dans les années 1950-1960, Israël a tenu un discours d'ancien pays colonisé, ce qui lui a permis de s'attirer la sympathie des États devenus indépendants. Mais la « guerre du Kippour » de 1973, va entraîner le délitement de ses liens avec les pays africains, majoritairement solidaires de la Palestine. Les espoirs de paix entre Arabes et Israéliens, qu'avaient suscité les accords de Camp David, puis d'Oslo, marquent un autre virage.

Ce nouvel environnement international a conduit à la reprise des relations avec une quarantaine de pays africains. Et les liens se sont encore resserrés sous l'impulsion de Benyamin Netanyahou, qui est revenu à une « diplomatie périphérique », consistant à courtiser les pays musulmans non arabes et à cet engouement renouvelé pour l'Afrique. Quant aux pays africains concernés, ils ont compris le parti qu'ils pourraient tirer des États-Unis en se rapprochant d'Israël.

Les moyens utilisés par Israël vont de la diplomatie classique à celle de l'espionnage, des échanges, tout en ne négligeant pas des vecteurs d'influence traditionnels israéliens à l'étranger, dont les Évangélistes américains. Aujourd'hui, les relations entre Israël et l'Afrique ont dû s'adapter : l'Afrique aspire à plus de souveraineté et ne veut plus avoir à choisir entre Israël et les Palestiniens, hormis l'Algérie et l'Afrique du Sud. Les deux parties sont donc devenues adeptes de la *realpolitik*, ce qui les conduit à adopter des politiques étrangères sans véritable ligne directrice.

## **II) LES PAYS DU GOLFE constituent une force de frappe financière au service d'ambitions princières**

Ils ont des caractéristiques communes : peu peuplés, par des Arabes de religion musulmane, dirigés par des monarchies plutôt autoritaires et rigoristes, devant leur opulence à leurs ressources en pétrole et en gaz.

Ces États ont émergé depuis une vingtaine d'années en tant que puissances moyennes qui comptent, notamment sur le continent africain. Et ce depuis l'avènement d'un monde multipolaire, combiné avec une baisse drastique des aides internationales. Leur proximité

géographique, ainsi que la religion musulmane et leurs moyens financiers ont facilité leur pénétration.

Mais ces approches similaires ne doivent pas occulter leurs rivalités tant stratégiques que religieuses, qui les amènent à se concurrencer, et même s'opposer sur le sol africain.

**A/ la stratégie de l'Arabie saoudite**, s'est construite jusqu'à une période récente sur son opposition à la Turquie. Un rapprochement entre les deux rivaux s'est néanmoins opéré depuis quelques années, à la faveur de leur animosité envers l'arc chiite dominé par l'Iran.

Quelles sont aujourd'hui les préoccupations du royaume ?

Sa sécurité, traditionnellement assurée par l'Amérique avait semblé confortée par le voyage du Président Trump à Ryad en 2025. Il s'était conclu par des contrats mirifiques d'achats de matériels militaires. Cependant, depuis quelques mois, cette réassurance des USA ne semble plus automatique.

D'autre part, le Royaume essaie de bloquer les Houthis au Yémen, en cherchant à implanter une base militaire dans la Corne de l'Afrique, en particulier à Djibouti.

Sa deuxième préoccupation est de sortir de sa dépendance aux hydrocarbures qui représentent 90 % de ses revenus d'exportation et 80 % de ses recettes budgétaires en 2024, grâce au plan Vision 2030, lancé par le prince héritier Mohamed Ben Salman.

La diversification de ses partenaires s'est donc imposée, dans la mesure où l'Arabie saoudite a intégré la place croissante de l'Afrique dans les institutions mondiales, notamment des BRICS depuis 2024.

Par ailleurs, elle a été le médiateur de plusieurs crises africaines et a organisé son second sommet Arabie Afrique en 2023, afin de consolider :

Ses liens diplomatiques, avec l'ouverture de nouvelles ambassades en Afrique.

- Ses liens économiques en augmentant ses investissements et en diversifiant ses échanges commerciaux, aujourd'hui concentrés sur l'Égypte et l'Afrique du Sud.

- Enfin, consolider son influence, par le biais de la religion qui représente l'essence même du Royaume, gardien des lieux saints et qui accueille chaque année de très nombreux pèlerins africains ; en accordant des bourses à des Africains musulmans, qui propageront la foi wahhabite dans les mosquées financées par le fond souverain de Riyad.

**B/ Les Émirats arabes unis ont quant à eux, réévalué leur politique étrangère.**

En effet, leurs priorités ont évolué depuis les printemps arabes de 2011 et l'arrivée au pouvoir de l'émir d'Abu Dhabi, Mohamed ben Zayed.

Comme dans le reste de la région, les préoccupations religieuses transparaissent dans tous les aspects de leur politique étrangère. En effet, les émirats sont farouchement opposés à l'islam politique et donc aux frères musulmans, ce qui les conduit à s'opposer au Qatar.

-Sur le plan géopolitique, la sécurisation de leurs approvisionnements via le détroit de Bab el Mandeb, les a amenés, elle aussi, à chercher des points d'appuis dans la Corne de l'Afrique. La rupture de Djibouti avec Dubaï Ports a incité Abu Dhabi à se réorienter provisoirement vers le port d'Assab en Erythrée.

Aujourd'hui, leur influence va bien au-delà : en particulier au Sahel, depuis l'avènement de juntes, grâce à leur proximité avec les institutions militaires, inspirées du « modèle égyptien ».

Les Émirats ont de grandes ambitions diplomatiques. Comme le Qatar, ils ont doublé le nombre de leurs ambassades en Afrique en 10 ans. Et Mohamed ben Zayed souhaite lui aussi, promouvoir la médiation internationale, en particulier en Afrique de l'Est et au Sahel. Cependant son activisme est souvent mal perçu, du fait de l'exportation des rivalités du Golfe sur le continent. Cette méfiance a conduit les Émirats, qui ambitionnent un siège de membre non permanent à l'ONU à être moins clivant.

Enfin, sur le plan économique, la place financière de Dubaï constitue un hub régional qui permet à de nombreuses sociétés internationales d'opérer en Afrique. Les Émirats sont devenus le 4<sup>e</sup> investisseur d'IDE sur le continent après la Chine, l'Europe et les USA. Ces investissements répondent aussi au besoin d'assurer leur sécurité alimentaire en y achetant des terres cultivables (Nigeria, Namibie, Ghana, Soudan).

## **C / LE QATAR**

Il s'est intéressé à l'Afrique tardivement, en priorité aux pays avec lesquels il avait des affinités religieuses et de langue (grand Maghreb, Égypte, Soudan et Mauritanie) ; puis, son intérêt pour le continent s'est étendu à d'autres régions pour plusieurs raisons :

La Volonté d'exister sur la scène internationale, tout en évitant l'isolement par rapport à ses voisins, proximité avec la Turquie ; et surtout liens privilégiés avec l'Iran.

Les relations tant diplomatiques qu'économiques du Qatar avec l'Afrique concernent majoritairement deux puissances continentales : le Nigeria, non seulement parce qu'il est un membre influent de l'OPEP, mais aussi car il ne peut se désintéresser des tentatives du Qatar de résolution des conflits (Érythrée/Djibouti, Darfour, Soudan et Tchad).

Et pour l'Afrique du Sud, cela s'explique par l'intérêt du Qatar pour sa technologie, qui a permis un accord entre SASOL en RSA et Qatar Petroleum pour la construction d'une usine de GTL (gas to liquid). Ainsi que ses liens avec l'ANC.

Les investissements qataris en Afrique s'effectuent dans des secteurs comme le pétrole, les mines, (Qatar Steel et Qatar Mining) et dans une moindre mesure l'énergie (Nebras Power au Kenya), le tourisme et enfin l'agriculture (Hassad Food, via le fonds d'investissement Qatar Investment Authority), pour assurer sa sécurité alimentaire.

Le Qatar développe également un soft power grâce à plusieurs vecteurs : Qatar Airways, Al Jazeera, son aide humanitaire, une diplomatie de la culture innovante et surtout son rôle de médiateur dans les crises mondiales.

## **D / Dernier pays envisagé : le sultanat d'Oman**

Il effectue un retour aux sources, dans la mesure où ses marins ont parcouru la côte swahilie pendant des siècles ; ce qui lui permit d'y contrôler un certain nombre de ports du 17<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup>.

Le sultan Saïd le grand, se lança dans une expansion territoriale en Afrique de l'Est et en 1832, il fit de Zanzibar la capitale d'Oman. Cependant, l'âge d'or ne dura pas, et en 1890, Zanzibar et Pemba devinrent un protectorat britannique, jusqu'à la proclamation de l'indépendance de Zanzibar en 1963.

Dans ses relations avec l'Afrique, le sultanat a réussi la difficile transition d'un rapport de domination coloniale à celui de partenariats équitables. Oman, qui entretient des relations diplomatiques avec la grande majorité des pays africains, est assez actif au sein de la Ligue arabe et de l'Union africaine.

D'ailleurs, le plan Vision 2040 du sultanat consistant en une diversification stratégique est conforme aux aspirations africaines de l'Agenda 2063, ce qui le conduit à élaborer des synergies avec ses partenaires africains.

En ce qui concerne ses investissements, la stratégie omanaise repose sur une croissance durable, l'utilisation de fonds souverains et de capitaux privés. Les pays du continent dans lesquels Oman opère sont relativement diversifiés. L'Afrique du Sud est son principal partenaire commercial. Oman est également actif au Kenya, en Afrique du nord, au Sahel, et en Angola dans le domaine des hydrocarbures, des énergies renouvelables, et des projets d'infrastructures portuaires et logistiques.

Grâce à son passé outre-mer, il est le plus à même de comprendre les Africains. Modeste dans son approche, Oman ne se préoccupe pas de prosélytisme religieux, de gouvernance ou d'idéologie. Le Sultanat, a fait sienne la « diplomatie de l'équilibre » adoptée par une partie du continent.

La « course à l'Afrique » des pays du Middle East s'est accélérée avec la recomposition de l'ordre international, surtout au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle. Alors qu'il n'y avait qu'une cinquantaine d'États indépendants après le second conflit mondial, la communauté internationale en compte aujourd'hui près de quatre fois plus ; et ils obéissent de moins en moins à une logique de blocs. D'autre part, soixante-cinq ans après les indépendances, les 54 pays du continent, qui ont connu la colonisation, puis l'alignement lors de la guerre froide, aspirent à choisir librement leurs partenaires. C'est aujourd'hui ce qu'ils tentent de faire, en nouant des relations avec des pays parfois concurrents, voire antagonistes. Bien que potentiellement riche grâce à ses matières premières, l'Afrique est globalement morcelée, désunie, toujours en voie de développement et en proie à une instabilité endémique. Elle est courtisée par des pays souvent beaucoup plus puissants et les partenariats qu'elle noue sont loin d'être toujours équilibrés.

Parmi les pays non arabes, la Turquie et l'Iran utilisent leurs affinités religieuses comme un sésame pour avoir une influence accrue sur le continent. Leur développement économique fait d'eux des alternatives crédibles aux partenaires traditionnels de l'Afrique. Pour sa part, Israël comme l'Iran, est de plus en plus contesté sur la scène internationale. Il essaie donc de s'attirer les bonnes grâces des pays africains sur le plan diplomatique, tout en ne négligeant pas les volets économique et sécuritaire.

Quant aux pays du Golfe, ils profitent également de leur proximité religieuse avec les musulmans du continent et ils ont établi des rapports personnels très respectueux et équilibrés avec leurs leaders. La puissance financière dont ils disposent, leur permet la mise en place de généreuses politiques d'aide et de construction d'infrastructures, dont la plupart des pays africains ont cruellement besoin. Certains pays du Golfe, essentiellement l'Arabie saoudite et les Émirats ont également joué un rôle stratégique dans la sécurisation des littoraux en Mer Rouge et dans le golfe d'Aden : ce qui a permis la mobilisation des États riverains, afin d'affaiblir les Houthis du Yémen alliés de l'Iran.

Même si l'irruption de nouveaux acteurs se fait souvent au détriment de puissances déjà établies, il faut en relativiser l'importance, tant l'immensité des ressources et des besoins de l'Afrique est grande, justifiant ainsi une diversification des partenaires.

Les tensions que connaît le Middle East actuellement conduiront-elles à redistribuer les cartes en ce qui concerne sa relation avec l'Afrique ? Il est trop tôt pour le dire, car nul ne sait si cette situation est conjoncturelle ou si elle perdurera. Dans cette dernière hypothèse, les pays proches et moyen-orientaux seraient susceptibles de changer leurs priorités ; ce qui aurait des conséquences encore difficiles à évaluer.

**Marc Aicardi de Saint-Paul**